

## **RIO TINTO SE PRÉPARE À UTILISER DES DRONES POUR OBSERVER LA VIE PRIVÉE DE SES TRAVAILLEURS**

**Des militants pour la protection de la vie privée expriment leur inquiétude après le contrat signé par l'entreprise avec Sodexo pour « avoir un aperçu individuel » de son personnel dans les camps miniers d'Australie-Occidentale.**

Max Opray  
Jeudi 8 décembre 2016

Au fin fond du continent australien, des multinationales se lancent dans un nouveau genre secret d'expédition minière.

Rio Tinto exploite depuis longtemps des mines de fer dans la région de Pilbara en Australie-Occidentale, mais à présent l'entreprise cherche à exploiter une ressource différente – ses propres employés, pour les données qu'ils produisent.

Des milliers d'employés de Rio Tinto vivent dans des camps miniers gérés par l'entreprise, non seulement pour le travail, mais pour les loisirs et la vie quotidienne, dans un espace contrôlé par leur employeur – ce qui, avec l'émergence des infrastructures intelligentes, lui offre l'opportunité de capter tous les détails de leur vie.

Utiliser la technologie pour accroître l'efficacité n'est pas nouveau chez Rio Tinto, puisqu'ils ont remplacé des véhicules conduits par des humains par des camions de transport et des trains automatisés contrôlés depuis un centre opérationnel à Perth.

L'entreprise tente de gérer ce qui lui reste de travailleurs humains de la même manière, et les défenseurs la protection de la vie privée craignent que cela crée un précédent qui va bien au-delà de l'industrie minière.

Rio Tinto a annoncé en mars que Sodexo, une entreprise française qui gère également les prisons australiennes, avait obtenu un contrat de gestion de 10 ans pour des installations incluant 3 ports, 6 villes, 3 aérodromes, 15 sites opérationnels, 42 sites d'hébergement, 134 patrimoines urbains, 336 bâtiments commerciaux, et 3259 propriétés résidentielles.

Sodexo a proposé au *Guardian* de publier un article de leur chef de projet, Keith Weston, vice-président des ventes mondiales et du développement commercial pour l'industrie minière, qui a expliqué en détail comment, dans le cadre de ce contrat, l'entreprise est en train d'étendre spectaculairement la surveillance de ses sites par le biais d'une plateforme qui transmet directement des informations à une centrale de surveillance située à Perth et où travaillent 50 personnes.

« Cela nous donne, en temps réel et de manière admissible, des informations et des mesures chiffrées sur l'équipement et le déplacement des personnes, la satisfaction du client, et même sur les dépenses au détail, » écrivait Weston. « Notre but est d'atteindre un stade où nous pourrions capter des informations individuelles sur les endroits où les employés passent leur temps et dépensent leur argent et améliorer leur qualité de vie.

Progressivement, Sodexo prévoit de poser des capteurs sur les lampadaires et les poubelles, et nous projetons déjà d'utiliser des drones. »

On emploie déjà des GPS pour suivre le déplacement des véhicules, ainsi que des systèmes intelligents pour l'eau qui signalent aux opérateurs la diminution de la fourniture en eau ou la dégradation des tuyaux et le lieu où une réparation sera nécessaire.

L'infrastructure intelligente avertira également Sodexo en cas d'événements météorologiques extrêmes, permettant à l'entreprise de se préparer aux cyclones qui dévastent régulièrement la côte du Pilbara.

Lorsque le *Guardian* a suggéré de publier un article indépendant, à la place de ce papier, et a transmis quelques questions dans ce but, une entreprise de relations publiques représentant Sodexo a d'abord accueilli cette proposition favorablement, puis a changé d'avis, et nous a transmis une première requête pour l'abandon de cette enquête, au motif qu'il était trop tôt pour faire un reportage sur les multiples innovations destinées au développement interne.

Valrada, l'entreprise qui collecte les données et a pour mission de construire la plateforme qu'utilise Rio Tinto pour suivre à distances ses trains, ses camions autonomes et ses postes de forage, a d'abord donné son accord pour parler de son rôle dans la fourniture d'un équipement similaire à Sodexo dans le cadre de ce contrat, mais a renoncé à participer à l'interview prévue au dernier moment, invoquant des pressions de la part de Sodexo. Rio Tinto n'a pas réagi à nos demandes de commentaire avant publication.

Suite à la publication de cet article jeudi, un porte-parole de Sodexo a déclaré : « Sodexo voudrait dire clairement qu'aucun drone n'est utilisé dans aucun des sites de Rio Tinto dans le Pilbara, et que toutes les données collectées le sont conformément à la législation australienne et à la politique de protection de la vie privée de Rio Tinto.

Les commentaires concernant la future technologie [sont] purement conceptuels et il n'existe pas de projet pour introduire ces concepts sur les sites de Rio Tinto. »

Des sources émanant du personnel de cette corporation disent que les travailleurs n'ont pas été informés ni consultés sur la plupart des nouveautés décrites dans l'article de Weston, et elles ont exprimé leur crainte que ces mesures ouvrent la voie à une automatisation plus poussée du travail dans l'entreprise.

En exigeant l'anonymat, un employé de Rio Tinto a déclaré au *Guardian* que la collecte de données dérangerait les travailleurs. « Elle engendrera un stress psychologique inutile qui entraînera une pression supplémentaire et une perte de concentration sur le travail, » nous a-t-il dit.

« Comment rester concentré en sachant que des drones ou des caméras vous surveillent partout où vous allez ? Nous faisons un travail dangereux, ne l'oublions pas. »

En juillet, la Western Mine Workers' Alliance a exprimé des craintes concernant les nouvelles mesures de surveillance dans la mine de fer Western Turner au Pilbara, où les travailleurs ont remarqué que des caméras avaient été installées.

Le syndicat a affirmé que les employés n'ont pris conscience de cette surveillance qu'en entendant les commentaires de l'encadrement sur leur nouvelle aptitude à « zoomer » directement sur les travailleurs.

« Cela nous a inquiétés à plusieurs niveaux, dont le moindre n'est pas celui de la vie privée, quiconque a travaillé sur un site minier dans une région reculée sait que les toilettes sont rares, » a fait remarquer le syndicat.

Sodexo dit que des bennes intelligentes pour les déchets permettraient à leur équipe du centre opérationnel d'être prévenus quand ces dernières ont besoin d'être vidées. Mais les défenseurs des libertés civiques craignent que des poubelles intelligentes permettent de surveiller non seulement la quantité de déchets jetés, mais aussi leur nature exacte.

Sue Crock, coordinatrice du service de santé mentale du secteur minier, This Fifo Life, a dit craindre les conséquences d'un potentiel de surveillance croissant à une époque où des licenciements massifs inquiètent les employés de Rio Tinto. Le mois dernier, on a confirmé 500 licenciements supplémentaires, ce qui donne, sur deux ans, un chiffre total de 2000 licenciements.

Elle nous a dit que les conséquences sur la santé mentale varieraient d'un travailleur à l'autre. « Pour notre bien-être, il est important que nous ayons prise sur notre vie, sur nos décisions et sur notre façon de vivre, » a-t-elle déclaré.

« Être surveillé peut amoindrir ce sentiment d'autonomie et de contrôle. Certaines personnes apprécient le sentiment de sécurité que leur procurent des règles claires et une surveillance. Pour d'autres, cela peut avoir quelque chose d'invasif et être ressenti comme une violation de leurs droits. »

David Vaile, vice-président de l'Australian Privacy Foundation, a déclaré que l'infrastructure intelligente prévue pourrait, sur cette échelle, être utilisée dans toutes sortes de buts, y compris pour réprimer l'activité syndicale, savoir si les travailleurs se rendent chez des travailleurs du sexe, savoir précisément d'où proviennent les fuites (celles du genre lanceurs d'alerte, pas les fuites d'eau), et aider la police dans des enquêtes criminelles. « Je ne dis pas qu'ils le feraient, et il y a évidemment beaucoup d'avantages potentiels pour les travailleurs et l'entreprise, la question est de savoir si ces données sont sécurisées, » dit-il.

« Sodexo et Rio Tinto en sont en quelque sorte les gardiens – elles pourraient contenir beaucoup de données personnelles. Les protéger devient difficile, et les exploiter devient tentant. S'ils veulent paraître dignes de confiance, il faudrait qu'ils entreprennent une sorte d'évaluation transparente des conséquences sur la vie privée. Une fois rompue la confidentialité d'une personne, il est impossible de revenir en arrière et de la restaurer. »

Vaile a déclaré qu'en Australie les lois sur la protection de la vie privée sont particulièrement insuffisantes en ce qui concerne les dossiers des employés, et qu'une loi en faveur d'une notification obligatoire en cas de violation des données qu'étudie le parlement australien contient trop de points faibles pour être utile aux travailleurs de Rio Tinto mécontents du niveau d'intrusion dans leurs vies.

Il craint que le déploiement d'une infrastructure intelligente dans des communautés gérées par le secteur privé ne se généralise en Australie.

« On pourrait voir des conseils municipaux ou des responsables publics qui n'auraient pas pris l'initiative de ce genre de choses – car ils ont plus d'obligations à agir de manière transparente et à respecter les vertus civiques – qui, en réfléchissant après coup, se diraient : 'Eh bien, cela a marché chez Sodexo, pourquoi ne pourrions-nous pas le faire, ou les payer pour le faire ?' »